

Odysée parlementaire

Des bancs de Sciences-Po aux fauteuils de la Knesset : tel est le parcours dont rêve - pour l'heure - Emmanuel Navon. Rencontre avec un Français bien décidé à donner de la voix en politique

Nathalie Blau

Consultant, universitaire et docteur en relations internationales, Emmanuel Navon a décidé de tenter sa chance en politique. Déjà connu pour ses interventions publiques et ses idées bien arrêtées, ce sioniste religieux, père de quatre enfants, vise le fauteuil du Likoud réservé aux nouveaux immigrants. Un poste tremplin pour une entrée dans les hautes sphères du pouvoir. Son objectif : contrer l'hégémonie russe généralement coutumière de ce mandat et représenter les immigrants occidentaux, dont il déplore l'absence de la vie politique israélienne. En 2005, ce diplômé de Sciences-Po, qui a enseigné l'administration publique à l'université Bar-Ilan et la diplomatie à celle de Tel-Aviv, a fondé sa propre société de conseil en commerce international pour renforcer les liens stratégiques et économiques d'Israël avec les marchés émergents. Autant de cordes à un arc qu'il déploie aujourd'hui sur la scène politique israélienne. Son moteur : la défense des valeurs juives et la lutte contre la sécularisation du pays. Pour cet adepte du libéralisme qui entend mettre un terme aux "abus de pouvoir économique", le conflit israélo-palestinien "est insoluble". Seule alternative : reproduire le modèle de Chypre. Et achever la construction de la barrière de sécurité. A moins de 40 ans, Navon assume ses opinions acérées et une vision politique qu'il reconnaît parfois controversée. Mais défend son programme avec la fougue d'un politicien rôdé.

Régulièrement invité sur les plateaux de télévision ou de radio, il maîtrise les finesses du jeu oratoire en français, hébreu, anglais.

Entretien avec un homme qui pourrait bien faire partie de la

classe dirigeante de demain

- *Jerusalem Post* : Se lancer dans une campagne francophone, n'est-ce pas un peu risqué ? L'initiative n'a jamais abouti.

- Emmanuel Navon : Car les Français veulent le tout ou rien. En général, il y a beaucoup de divisions et de jalousies, car tout monde veut tout contrôler. Je sais bien que toute tentative de nouveau parti échouerait, comme cela a échoué par le passé, c'est dans la nature des Français. Les Français ne sont pas disciplinés comme les Russes ou les Shasniks [membres du mouvement Shas, ndlr]. Moi je vise quelque chose de très simple. Je ne veux pas créer de parti, je dis juste la chose suivante : vous avez sur la liste du Likoud à la Knesset, deux postes réservés aux immigrants. Le



Emmanuel Navon.

premier entre les 10e et 20e positions de la liste et le second entre la 30e et la 40e place. Donc le candidat qui hérite du premier poste est sûr de rentrer à la Knesset. Et c'est systématiquement un Russe. Lors des précédentes primaires, 90 % des candidats étaient russes. Les Français et les Américains ont brillé par leur absence. C'est vrai, il y a 1 million de Russes en Israël. Mais ils ont de l'influence parce que 15 % d'entre eux sont membres d'un parti politique, contre 1 % chez les Français et les Anglophones.

- J.P. : Le fait d'avoir besoin d'une représentativité politique française, n'est-ce pas un échec d'intégration ?

- E.N. : Je ne veux pas être le candidat des Français, ni faire du communautarisme. Nous ne sommes pas une minorité et sommes tous Israéliens à part entière. Nous n'avons pas fait l'aliya pour créer un ghetto, mais pour se joindre au peuple juif.

Je dis simplement qu'il n'y a pas que les Olim de Russie. Il y a aussi les Olim des pays occidentaux, que je veux représenter. S'il y a un poste pour les nouveaux immigrants à la Knesset, c'est aussi pour eux. D'ailleurs, je ne vise pas que les Francophones, je ratisse aussi auprès des Anglophones.

- J.P. : Les Américains sont-ils plus engagés que les Français dans la vie politique israélienne ?

- E.N. : Non, ils ne sont pas très engagés non plus. Tant qu'ils ont une vie tranquille, un salaire, que leur famille va bien, cela leur suffit. D'ailleurs, il n'y a pas du tout d'Anglo-Saxons dans la vie politique israélienne. Ce sont surtout les Russes qui sont mobilisés.

- J.P. : Que pourrait apporter une mobilisation francophone ?

- E.N. : Quand je dis qu'il faut se mobiliser, mobiliser les immigrants francophones et anglophones, c'est parce qu'ils représentent un pouvoir potentiel énorme, non utilisé. Mais ce n'est pas une fin en soi. Le but, c'est de défendre des intérêts non défendus aujourd'hui, mais aussi de promouvoir certaines idées que l'on n'entend pas assez. Je trouve qu'en Israël on manque de débat sur certains sujets fondamentaux.

- J.P. : A titre personnel, considérez-vous ce mandat de député pour les nouveaux immigrants comme un tremplin en politique ?

- E.N. : Oui, de toutes les manières on ne peut se présenter qu'une seule fois pour ce poste, il est réservé à ceux qui n'ont jamais été députés. En général, celui qui a été élu se présente la fois prochaine sur la liste nationale, comme tout le monde.

- J.P. : Est-ce un passage obligé ?

- E.N. : Disons qu'il permet d'avoir plus de chances de se faire élire. C'est très difficile de se faire élire sur la liste générale, on doit se mesurer à des centaines ou des milliers de personnes. Là, cela réduit énormément la compétition, au même titre que les postes réservés aux non-Juifs aux femmes, aux minorités. En général, les novices en politique qui arrivent à se faire élire sur la liste nationale sont des personnalités connues, comme par exemple, Boogie Ayalon. Ce n'est pas du tout mon cas, donc j'ai plus de chance pour le poste des immigrants.

- J.P. : Vous présentez Yaïr Lapid comme la prochaine star des élections contre laquelle il faut s'unir. Selon vous, il constitue une menace en puissance pour le pays ?

- E.N. : Je ne dirais pas une menace, mais il représente une fraction de la population israélienne surreprésentée dans les médias, mais pas du tout représentative de la majorité du peuple. Grâce à sa popularité, il va bénéficier d'une importante attention dans la campagne pour promouvoir des idées qui représentent une petite minorité de l'opinion israélienne et qui se trouvent être à l'inverse de celles de la majorité des immigrants, venus ici avec certaines motivations. C'est quelque chose que j'essaie de contre-influencer en disant que certains courants du peuple sont sous-représentés et d'autres surreprésentés à la Knesset. Alors, si cela vous révolte, à vous de vous organiser.

- J.P. : Selon vous, la population française est essentiellement de droite. Il y a pourtant des pans entiers de francophones qui se revendiquent à gauche.

- E.N. : Je parle de la droite au sens large, pas de la droite dure, mais disons du centre-droit. Il suffit de se promener à Netanya, Ashdod et Jérusalem, sans faire d'études scientifiques ou de sondages, cela se ressent dans le débat.

Je dirais que deux tiers des Francophones sont conservateurs sur un plan social et idéologique et se reconnaissent davantage dans Likoud, même si le Likoud ne leur plaît pas forcément. Parfois ils sont plus ou moins à droite, mais politiquement, culturellement, et socialement, le Likoud est naturel pour eux.

- J.P. : Le premier point abordé dans votre programme concerne un projet de réforme électorale. Est-ce que vous pouvez expliquer ?

- E.N. : C'est quelque chose qui me tient à cœur et dont je parle depuis longtemps. Notre système électoral ne fonctionne pas. Mais la plupart des Israéliens vivent cela comme un fait accompli. C'est là-dessus que je m'insurge. Car ce système rend le pays ingouvernable et instable, alors que l'Etat doit faire face à des défis énormes. On ne peut pas se permettre de continuer comme ça. Cela fait 50 ans qu'on parle de réformer le système électoral et on ne cesse de repousser.

Ceux qui ont grandi en France sont sensibles à cette question en sachant ce qui est advenu des 3e et 4e Républiques : le système de la proportionnelle intégrale mène à la catastrophe. Il y a eu des tentatives de réforme dans le passé. Aux dernières élections, tous les partis en ont parlé, le Likoud, Kadima, le Parti travailliste. Mais une fois que la coalition a été formée, on a arrêté. Pourquoi ? Parce que Shas est au gouvernement et que les petits partis et les partis religieux font passer leurs intérêts personnels avant les intérêts nationaux.

Il faut faire passer une loi sur un référendum général, comme il en existe en France ou en Suisse, pour qu'ensuite certains membres du gouvernement, des députés, ou même une initiative populaire comme c'est le cas en Suisse, puissent soumettre une réforme électorale au référendum. Et cette réforme électorale, à mon sens, serait de passer d'un système de proportionnelle pur à un système majoritaire, comme dans tous pays normaux qui fonctionnent, comme la France, les Etats-Unis, l'Angleterre. Il faut changer ce système de multipartisme qui rend le pays ingouvernable.

- J.P. : En matière d'éducation, vous souhaitez mettre l'accent sur l'enseignement des valeurs juives. Et surtout, "ne pas se laisser intimider par les pseudo-élites acculturées". Cela résonne très fort comme quelque chose d'anti-laïc...

- E.N. : La formule n'est peut-être pas la bonne. Mais aujourd'hui, les élites, surreprésentées à la Cour suprême, dans les médias et les universités manquent de culture juive. Ce sont des gens cultivés et intelligents, mais avec des valeurs ultra-libérales, au sens social. On ne peut changer cela qu'en partant de la base, en renforçant la culture juive - je ne dis pas religieuse - à l'école, qui aujourd'hui est très faible. En tant qu'enseignant à l'université, je constate que le niveau de connaissances en culture et histoire juives est très faible. En France, on étudie bien la culture générale et la culture nationale. En Israël, la culture nationale est délaissée.

- J.P. : Mais c'est un problème politique ou culturel ?

- E.N. : Politique. Il suffit de voir la façon dont l'initiative de Gideon Saar, d'introduire l'étude des *Pirkei Avot* [Maxime des Pères, ndlr], au sein de l'école laïque a fait scandale, sous prétexte de coercition religieuse. Alors qu'il s'agit de culture générale. La culture juive est tout de suite considérée comme quelque chose de religieux. La plupart des élites en Israël font l'équation judaïsme = religion. On n'a pas besoin d'être religieux pour avoir une culture et une identité juives authentiques. Au primaire, les élèves israéliens étudient le christianisme et l'islam parce que cela fait partie des connaissances générales. Et tout le monde trouve ça très bien. L'étude du judaïsme fait aussi partie de la culture

générale. Mais tout monde prend ça pour de la coercition religieuse, ce n'est pas logique.

- J.P. : On touche là à un problème d'identité ?

- E.N. : Absolument. C'est un problème d'identité pour ceux qui n'ont toujours pas dépassé ce stade de dire que tout ce qui est juif est religieux. C'est cela qu'il faut changer dans le discours public israélien. Alors quand je dis "élites acculturées", je me suis peut-être mal exprimé, mais comme elles veulent se définir laïquement, elles ont une réaction épidermique à tout ce qui est culture et identité juives.

- J.P. : Passons à l'économie. Vous dites qu'il faut mettre fin aux abus de pouvoir

économiques. Pour le coup, cela fait très rhétorique de gauche...

- E.N. : Parce la gauche s'est accaparé le monopole de la justice et de la compassion. Or, les monopoles, c'est le contraire du libéralisme. C'est justement parce que je crois au libéralisme économique que je m'oppose aux monopoles qui continuent d'exister dans certains secteurs de l'économie israélienne, et donnent lieu à des salaires trop bas pour beaucoup de personnes, et à des services insuffisants.

Je ne dis pas cela en tant que socialiste - je ne suis pas socialiste - je dis cela en tant que libéral. Ces salaires lamentables, sont le fruit de monopoles, car plus il y a de liberté de marché et de compétition, plus il est difficile de voir des abus de pouvoir économiques. Je cite souvent cette phrase

"On compare les Français aux Arabes"

Pour une population de 500 000 personnes et une aliya de luxe, aucun immigrant de l'hexagone dans les hautes sphères de l'Etat. Quand Français et politique ne font pas bon ménage

En Israël, tout le monde a son opinion, et la donne généralement facilement. Mais 12 à 13 % des citoyens seulement sont membres d'un parti politique. Une communauté se démarque particulièrement, les Russes et leurs 15 % d'encartés (titulaires d'une carte politique). En bon dernier, les Français, dont moins d'1 % sont mobilisés sur les listes israéliennes, pour une population estimée à 500 000 personnes. "Ils représentent un pouvoir politique énorme, mais inutilisé", confirme Emmanuel Navon. Beaucoup se sentent frustrés par l'absence d'interlocuteurs ou de facilités francophones. A l'instar de ce moniteur d'auto-école, nouvel immigrant d'une cinquantaine d'années, qui ne peut passer son examen d'équivalence dans sa langue maternelle. Seules possibilités proposées : l'hébreu, le russe, l'anglais ou l'arabe. Point de langue de Molière. "Les gens se plaignent, mais ne font rien. Il existe une quantité d'Olim en Israël, qui n'est pas du tout représentée à la Knesset, par manque de mobilisation et d'engagement politique", poursuit Navon.

Resterait donc à fédérer les Francophones pour constituer une force politique de poids. L'idée n'est pas nouvelle et refait régulièrement surface. Cette fois c'est Michel Benami qui relance la machine. Un goût de déjà-vu ? Peut-être. A ceci près que l'homme a plus de 20 ans de politique israélienne derrière lui, qu'il en maîtrise tous les rouages et dirige depuis 2008 la branche du Likoud de Jérusalem.

Exit les velléités maintes fois avortées de vouloir créer un nouveau parti. L'initiative de Benami est simple : sensibiliser les Français pour les faire intégrer une liste déjà existante - en l'occurrence, la sienne, celle du parti au pouvoir : le Likoud. Mais pas seulement.

Car pour celui qui vit en Israël depuis plusieurs décennies, le constat est dramatique : "Dans les sphères politiques, on compare les Français aux Arabes. Ils ne font pas partie de l'état-major de l'armée, ne siègent pas à la Knesset ou au sein de l'établissement de la Défense." Parmi les immigrants originaires de l'hexagone, aucun général, aucun lieutenant-colonel, aucun juge, poursuit-il. Et le constat se répète depuis 40 ans. Pas question ici d'un problème d'intégration, explique Benami, mais bel et bien d'un manque de motivation. Selon lui, les Français ne veulent pas se singulariser par leur pays d'origine, ils refusent de se catégoriser comme une minorité immigrante. A tort ou à raison. Mais résultat : une absence inex-

pliquable pour cette aliya haut-de-gamme, des principaux arcanes du pouvoir.

Membre de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, Benami s'emploie à faire bouger les choses et pousser les Français vers la vie politique du pays. "Sur les listes du Likoud, bien sûr, puisque j'ai des facilités, mais aussi au sein d'autres partis." Et de citer Ariel Picard, responsable francophone pour Israël Beitenou, et qui, selon Benami, pourrait bientôt siéger comme député. Autre prise de conscience, celle de Kadima. "Je me suis entretenu avec Tsipi Livni, et elle envisage également un représentant francophone au sein de son parti", note Benami. Selon lui, l'ancien porte-parole de Tsaal, Olivier Rafowitcz serait pressenti.

Dans les rangs du Likoud, c'est Benami en personne qui mobilise les troupes. Son idée : constituer une force politique francophone au sein du comité central. Ensuite ? "Changer les choses de l'intérieur, répond ce père de famille de 43 ans, qui décline pour l'instant toute ambition personnelle. Cet ancien conseiller du Premier ministre a tenté l'aventure parlementaire, à deux reprises, mais placé trop loin sur la liste, s'est vu refuser l'entrée de l'hémicycle.

Pour l'heure son objectif se concentre sur les prochaines élections primaires de son parti. Et l'enjeu est énorme, explique-t-il. En adhérant au Likoud, chaque "encarté" devient membre du comité central et bénéficie donc d'un droit de vote pour les élections internes. Prix de la cotisation : 64 shekels, impérativement avant le 29 août de cette année. Autour de lui, une jeune garde de militants francophones, dont les opinions ne recourent pas toujours les principes fondateurs du Likoud, mais bien décidés à faire bouger les choses. "On m'offre une tribune pour m'exprimer et essayer de faire évoluer mon pays", note Rachel Azériel, assurée de siéger au comité central pour avoir récolté près d'une centaine de signatures. Le but, c'est d'être actif politiquement, explique Benami. Et surtout, de combler cette absence de Français dans les hautes sphères du pouvoir. "C'est devenu un problème national. Il faut y remédier d'urgence", ponctue-t-il.

- N.B.

très connue de Montesquieu dans l'Esprit de lois : "Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir." C'est vrai aussi en économie.

C'est justement le socialisme qui crée le plus d'injustices sociales. Je suis contre les injustices sociales et je pense qu'elles sont mieux résolues avec les libertés économiques qu'avec le socialisme.

- J.P. : En matière d'intégration, vous souhaitez reconnaître les conversions réformées et libérales ?

- E.N. : On ne peut pas se couper du judaïsme américain. C'est hypocrite de la part d'Israël de donner la citoyenneté automatique à quelqu'un qui avait un grand-père juif, et donc n'est pas juif. La loi lui permet d'être israélien sur une base qui n'est pas halakhique. Mais quelqu'un qui a pris, de son propre fait, l'initiative de se convertir au judaïsme, même s'il ne garde pas les *mitsvot* à 100 %, alors lui n'est pas juif, ce n'est pas normal.

Je pense là que le monopole du Rabbinate ultra-orthodoxe n'est pas normal (je suis contre les monopoles, pas seulement en économie...). Je suis pour le respect de la Halakha [loi juive, ndlr], mais la façon dont le gouvernement joue avec elle, en fonction de ce qui l'arrange ou pas, c'est lamentable. Et aujourd'hui, il faut préserver l'unité du peuple juif.

- J.P. : C'est une vision anglo-saxonne, qui n'est pas

très en vogue auprès des Francophones.

- E.N. : Ce sont des questions qui sont à l'ordre du jour, il faut en traiter. Je ne cache pas mes idées, elles sont parfois controversées. Mais je n'ai aucune intention de changer mes opinions pour faire plaisir aux gens.

- J.P. : En politique étrangère, votre constat est choc : le conflit israélo-palestinien est insoluble. Nous sommes donc dans une impasse ?

- E.N. : Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la réalité. Toutes les solutions ont été essayées. Le problème de base, c'est que depuis près de 20 ans, les Israéliens essaient de résoudre le conflit en revenant au *statu quo ante* de 1967 et que les Palestiniens veulent revenir au *statu quo ante* de 1947.

Je trouve que l'extrême-gauche antisioniste est beaucoup plus logique et honnête intellectuellement que la gauche sioniste, qui continue de se mentir à elle-même en affirmant qu'il est possible d'arriver à la paix sur la base de 1967. Mais cela a échoué 10 fois depuis Oslo, cela continuera à échouer 10 fois.

- J.P. : Vous dites que la gauche sioniste est naïve. Vous pensez que la droite a bien les données en main ?

- E.N. : Dans le débat qui existe depuis 1967, les deux camps se sont trompés. Car le conflit avec les Palestiniens est insoluble sur la base de 1967. D'un autre côté, le discours qui consiste à dire qu'il suffit de

tenir bon n'est pas moins naïf, car il y a une réalité démographique qu'on ne peut pas ignorer. D'un côté, le conflit est insoluble, mais de l'autre, le *statu quo* est intenable pour des raisons démographiques. Les Palestiniens font tout aujourd'hui pour ne pas négocier avec Israël, car ils pensent que le temps joue pour eux.

- J.P. : Alors, quelle est la solution ?

- E.N. : Si le conflit est insoluble, comme je le pense malheureusement, il faut le gérer. On ne peut pas adopter des positions radicales qui ne sont pas réalistes. La solution radicale de la droite "il faut se débarrasser de tous les Arabes", ou la solution radicale de la gauche "il faut créer un Etat binational", ne sont pas réalistes. Donc, si dans la réalité il n'y a pas de solution applicable, il faut gérer le conflit. Comment désamorcer ce déséquilibre psychologique qui fait pression sur Israël ? En terminant la construction de la barrière de sécurité, achevée à 60 % seulement.

A quoi sert une barrière inachevée ? Cela a coûté des milliards de shekels à l'Etat, et aujourd'hui c'est en stand-by. C'est vrai que le gros des attentats-suicides a pris fin après l'opération de Homat Maguen

[Bouclier défensif, opération d'envergure conduite par l'armée israélienne du 29 mars au 3 mai 2002



tant qu'ils sont tolérables.

- J.P. : C'est une vision assez éloignée de l'idéologie du Likoud pour lequel vous vous présentez...

- E.N. : En soi, le Likoud c'est une coquille vide, idéologiquement, comme malheureusement beaucoup de partis politiques en Israël. C'est pour cela que je dis : 'si vous voulez l'influencer de l'intérieur, rejoignez-le. C'est un parti pour tout le monde. Il comporte à la fois Moshé Feiglin, et Ouzi Dayan.

- J.P. : Aujourd'hui, sous la houlette de Binyamin Netanyahu, le Likoud s'engage dans une volonté de négocier avec les Palestiniens.

- E.N. : Oui, mais pour des raisons tactiques.

- J.P. : Vous pouvez préciser ?

- E.N. : Les tentatives de négociations de Netanyahu servent uniquement à gagner du temps, lui-même n'y croit pas du tout. Dans les faits, il avance avec la construction de la barrière de sécurité.

Mon opinion personnelle, c'est qu'il finira par créer une séparation physique de facto mais qu'il fait semblant de négocier pour jouer la montre et calmer tout le monde. Il a raison. Les Israéliens et les Palestiniens sont de la même mauvaise foi quand ils négocient. Chacun fait semblant. Les Palestiniens, car ils veulent transformer Israël en Afrique du Sud et Netanyahu, pour qu'Obama et le reste du monde le laissent tranquille. Comme cela, il peut se préparer avec l'Iran et, à mon avis, créer une séparation physique sur le terrain. Dans les faits, c'est de la poudre aux yeux et tout le monde le sait.

- J.P. : Tout le monde le sait, sauf l'Israélien moyen.

- E.N. : C'est comme ça que moi je le comprends en tout cas. ■

Vivre en Harmonie

Non loin de la Vieille Ville et du Kotel, dans un des quartier les plus recherchés de Jérusalem ou se mêlent harmonieusement l'ancien et le nouveau, découvrez le somptueux projet "Les rêves de Ramat Rahel" à Arnona.

Venez profiter de tous les avantages possibles réunis sous un même toit - des paysages spectaculaires, un emplacement idéal, des prestations de haute qualité et la solidité financière de Shikun & Binui Immobilier - la plus grande société de construction immobilière en Israël.

Appartements de 2.5 à 4 pièces, rez-de-jardin de 3.5 à 5 pièces et penthouses de 4.5 et 6 pièces.

Pour plus de renseignements, appelez-nous au

972-52-366-1719

SHIKUN & BINUI
ARISON GROUP
Real Estate

Les rêves de RAMAT RAHEL

